



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 31/12/2025

ZI de Saint Liguair  
4, rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EMBAL MARTIN**

29 ROUTE DE CHAMPDENIERS

—

79400 Augé

Références : 0100050282/2025/420  
Code AIOT : 0100050282

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement EMBAL MARTIN implanté 29 Route de Champdeniers – 79400 Augé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Compte tenu des nuisances occasionnées au voisinage concernant les odeurs, fumées et envols de poussières, la SAS ÉTABLISSEMENTS MARTIN avait été mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 3.4 (propreté) et 6 (air-odeur) de l'arrêté ministériel du 05/12/2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration.

Dans le cadre de la cession de ses activités à deux entités différentes, la SAS ÉTABLISSEMENTS MARTIN étant dissoute, l'arrêté de mise en demeure pris à l'encontre de cette société n'est plus en vigueur.

Le repreneur de l'activité d'emballages de bois, EMBAL MARTIN, a conduit des premières actions et a surtout modifié les conditions d'activités susceptibles de créer des nuisances au voisinage pour

limiter leur impact.

L'objet de la présente visite est de faire un point sur la situation de cette nouvelle entité EMBAL MARTIN.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EMBAL MARTIN
- 29 Route de Champdeniers – 79400 Augé
- Code AIOT : 0100050282
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS ÉTABLISSEMENTS MARTIN regroupait initialement une scierie dénommée « Scierie du Val de Sèvre » et une activité de fabrication d'emballages légers en bois dénommée « Emballages MARTIN ». Le site était une ICPE soumise à déclaration au regard des rubriques 2910 (installation de combustion), 2410 (travail du bois), 1532 (stockage de bois). Elle a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/01/2024 relatif notamment à la mise en conformité réglementaire des émissions sonores et à la réduction des émissions de poussières. Les activités de scierie ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de restriction temporaire des activités afin de limiter les impacts sonores sur les riverains.

Dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire de la SAS ETS MARTIN, les deux entités ont été reprises séparément. Les deux sociétés constituent dorénavant deux AIOT distincts.

L'entreprise dénommée EMBAL MARTIN a repris les activités de production d'emballages en bois en avril 2024. Le nouvel exploitant de la société EMBAL MARTIN a procédé au changement d'exploitant.

Le site fonctionne de 7h à 17h.

**Thèmes de l'inspection :**

- Situation administrative
- Air
- Bruits et vibrations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 03/07/2025, article R511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Contrôle périodique rubrique 2910	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe 1, point 1.1.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Bruit, vibrations et surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 8.1 (a) et 8.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.4 et 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1, points 2.7 et 4.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant EMBAL MARTIN doit finaliser la mise à jour de sa situation administrative en précisant par rubrique de la nomenclature les capacités propres au site de production d'emballages, **par télédéclaration de modification au titre des droits acquis** (bénéfice de l'antériorité), notamment pour les rubriques 1532 (stockage de bois), 2410 (travail du bois) et 2910-A (combustion).

Depuis la reprise du site, l'exploitant a engagé des travaux en priorité en matière de sécurité incendie (installations électriques, extincteurs, mise en place d'une détection incendie).

L'exploitant doit procéder aux vérifications périodiques de certaines installations (installations de combustion, rejets de poussières).

Concernant la plainte pour bruit et poussières des riverains, il a mis en place une organisation du travail différente (activités en horaires de jour, horaires dédiés aux activités les plus bruyantes). En parallèle, il a réorganisé quelques espaces et mis en place un système d'aspiration de poussières de bois sur certaines machines.

Au regard de l'évolution de la situation du site depuis l'étude acoustique de 2023, l'exploitant doit mettre à jour les priorités d'actions en établissant un programme détaillé de travaux avec des échéances de réalisation en vue de la rédaction d'un arrêté de prescriptions spéciales.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 03/07/2025, article R511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Régularisation de la situation administrative du site
<b>Constats :</b>  La SAS ÉTABLISSEMENTS MARTIN (initialement composée d'une scierie dénommée « Scierie du Val de Sèvre » et d'une activité d'emballage dénommée « Emballages MARTIN »), était spécialisée dans la fabrication de paniers, bourriches, caisses, coffrets et divers emballages en bois. Le site était une ICPE soumise à déclaration par la preuve de dépôt n° A-1-H74TDXDPA du 21/04/2021 (régularisation au titre du bénéfice des droits acquis), au regard des rubriques 2910 (installation de combustion), 2410 (travail du bois), 1532 (stockage de bois). Elle a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/01/2024 relatif notamment à la mise en conformité réglementaire des émissions sonores et à la réduction des émissions de poussières. L'activité de production d'emballages en bois des Ets MARTIN a été cédée en avril 2024 à EMBAL MARTIN.

Par télédéclaration du 29/05/2025, le nouvel exploitant a procédé au changement d'exploitant (preuve de dépôt n°A-4-SJHBOY97I) pour une ICPE soumise à déclaration au titre des rubriques 2910-A (combustion), 2410 (travail du bois) et 1532 (stockage de bois).

Selon l'exploitant, le stock de bois sur site est de 3500 m<sup>3</sup>, ce qui correspond au régime de la déclaration pour la rubrique 1532.

Concernant la rubrique 2910, l'exploitant dispose d'une chaudière biomasse de 1,7 MW dont il projette le remplacement.

Une ancienne chaudière au fuel est déconnectée mais sa cuve de fuel double peau n'est pas vidée. De plus, l'exploitant précise qu'il loue en remplacement, une chaudière d'appoint au fuel. Sa puissance est de 1,990 MW. Elle dispose d'une cuve de fuel double peau de 4500 L.

Les installations de combustion relèvent du régime de la déclaration avec contrôle périodique.

Concernant la rubrique 2410, l'exploitant doit établir la liste des équipements concernés afin de déterminer la puissance des installations.

Par courriel du 01/12/2025, l'exploitant a transmis l'extrait K-bis en appui de cette déclaration de changement d'exploitant et un plan de situation du cadastre à jour précisant les dispositions ; matérielles de l'installation. Selon ce plan, le site s'étend sur les parcelles maintenant nommées 348, 279, 280, 281, 284, 285, 414, 017, 19, 20, 405, 266, 406, 407, 408, 25, 26, 28, 355, 356, 239 et 417, 418, 420, 421 (anciennement 22).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant régularise la situation administrative du site au regard des rubriques de la nomenclature (avec leurs capacités, volume, puissance...) propres au site de production d'emballages, **par télédéclaration de modification au titre des droits acquis (bénéfice de l'antériorité)**, notamment pour :

- rubrique 1532 : l'exploitant déclare le volume de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A susceptible d'être stocké ;

- rubrique 2410 : l'exploitant déclare la puissance maximum de l'ensemble des machines [fixes] pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation.

Les machines à prendre en considération sont celles dédiées à la « première transformation du bois » (découpe de bois ronds par sciage, déroulage, tranchage ou broyage) et celles dédiées à la « deuxième transformation du bois » (opérations complémentaires d'usinage, d'assemblage, de traitement ou de finition utilisant les produits issus de la première transformation du bois) ;

- rubrique 2910-A : l'exploitant déclare la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Contrôle périodique rubrique 2910**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe 1, point 1.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  1.1.2. Contrôle périodique L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle ". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ". Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.  [ <u>Article R512-57</u> <i>I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. (...)</i> <u>Article R512-58</u> <i>Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1.</i> <i>Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an.</i> <i>Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53.</i> <i>Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service. ]</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de vérification quinquennale de l'installation. Au moment de la reprise partielle, le repreneur s'était engagé auprès de la préfecture, par courrier du 14/03/2024, à remplacer la chaudière biomasse à horizon du 31/12/2026 pour mise aux normes de l'installation. Depuis, il a procédé à des travaux de mise en sécurité sur le système de convoyage du bois. Mais il indique, au regard de la situation du site, devoir reporter ce projet à une échéance de 4 à 5 ans. Il s'engage à conduire des études technique et financière sous 1 an (avant la fin du prochain exercice budgétaire) afin d'étudier les différentes options envisageables et les financements possibles.

Par ailleurs, concernant la nouvelle chaudière d'appoint, mise en place en remplacement de l'ancienne chaudière de secours déconnectée, le premier contrôle doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Concernant la chaudière déconnectée, l'exploitant procède à son démantèlement et à la mise en sécurité de la cuve de fuel attenante.

L'exploitant procède au contrôle périodique des installations de combustion en service.

Si le rapport fait apparaître des non-conformités, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées par l'exploitant.

Le cas échéant, il transmet à Monsieur le Préfet un projet de mise en conformité accompagné de tous les éléments d'appréciation et d'un échéancier resserré de mise en œuvre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Bruit, vibrations et surveillance des émissions sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 05/12/2016, annexe 1, points 8.1 (a) et 8.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruits émis par les installations

**Prescription contrôlée :**

8.1 - L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau de l'article 8.1 de l'arrêté ministériel du 05/12/2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines ICPE soumises à déclaration, dans le cas présent pour la rubrique 2410 (travail du bois).

8.3 - Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

**Constats :**

Le 10 novembre 2023, la société ACOUSTEX a établi un rapport d'évaluation et d'analyse des niveaux acoustiques mesurés en juin 2023, avec des propositions de réduction de l'impact sonore des ETS MARTIN. Dans sa conclusion, ACOUSTEX précisait que : "pour la période nocturne, l'atteinte de la conformité réglementaire sur cette période, avec un fonctionnement complet des différentes activités semble utopique. En ce qui concerne la période diurne, l'objectif est de réduire fortement l'impact sonore sur le voisinage et de s'approcher de la conformité réglementaire pour l'ensemble des points".

ACOUSTEX avait proposé les travaux prioritaires à envisager pour réduire l'impact sonore sur l'ensemble des habitations voisines (dont notamment réduire le bruit à la source sur les activités suivantes : tronçonneuse, broyeur, écorçage, sciage, compresseurs, séchoirs... et ensuite le reste des installations).

Les 4 tranches de travaux alors proposées par ACOUSTEX sont à redéfinir au regard du partage du site Ets MARTIN en deux sociétés distinctes.

L'échéancier de réalisation des travaux à réaliser ainsi que le chiffrage n'ont pas, à ce jour, été réalisés par EMBAL MARTIN, qui serait concerné notamment par :

- remplacement du bardage du bâtiment de déroulage par un bardage double peau et édification d'une extension sur la partie écorçage,
- mise en place d'un silencieux sur la cheminée de la chaudière et bardage complet des compresseurs situés dans le bâtiment atelier panier et bâtiment autour du séchoir F3.

Au moment de la reprise partielle, le repreneur EMBAL MARTIN s'était notamment engagé, par courrier à la préfète en date du 14/03/2024, à conduire différentes actions pour réduire le niveau sonore des installations :

- « modifier les conditions d'exploitation par l'arrêt des activités de déroulage (dérouleuses, tronçonneuses, écorceuses, broyeurs) en horaires de nuit » :

L'exploitant confirme que ses activités ont actuellement lieu entre 7h et 17h, du lundi au vendredi. Exceptionnellement, des activités ont eu lieu le samedi pour répondre à des demandes spécifiques, après information de la mairie.

- « supprimer totalement un banc de tronçonnage manuel » :

L'exploitant précise que la suppression est finalement impossible au regard de ses contraintes de production. En revanche, les périodes d'utilisation sont actuellement très réduites (1 à 2 h par semaine) et programmées, le cas échéant, uniquement en semaine, entre 10h et 12h.

- « conduire un projet d'extension du bâtiment pour coffrer le banc d'écorçage et de tronçonnage au 31/12/2027 » :

L'exploitant précise que ce projet n'est pas encore à l'étude. Le broyeur et le banc de tronçonnage ne fonctionnent qu'entre 7h et 17h, du lundi au vendredi, au lieu d'un fonctionnement entre 5h et 21h précédemment. Il indique ne pas avoir reçu de nouvelle plainte des riverains depuis la reprise du site au regard de ces conditions de fonctionnement. Il a également procédé à plusieurs réaménagements de machines (machines « contre-plaqués » notamment).

Par courrier préfectoral du 21/03/2024, il avait été demandé au repreneur, à la reprise actée, de transmettre un programme détaillé avec des échéances de réalisation en vue de la rédaction d'un arrêté de prescriptions spéciales.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au regard de l'évolution de la situation du site depuis l'étude acoustique, l'exploitant met à jour les priorités d'actions : il établit un programme détaillé avec des échéances de réalisation en vue de la rédaction d'un arrêté de prescriptions spéciales.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



#### N° 4 : Propreté des locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, annexe 1, points 3.4 et 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>3.4 - Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol de poussières.</p> <p>6.1.1 - Les bâtiments abritant les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munis de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions [...]</p> <p>Les installations comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières (transport par tapis roulant, broyage, tri ou chargement de produits formant des poussières...) sont équipées de dispositifs de captation et de dépoussiérage des effluents gazeux.</p> <p>Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prend les dispositions utiles pour limiter celles-ci.</p> <p>6.2 (a) - Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées en mg/Nm<sup>3</sup> dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec), à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air.</p> <p>Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celle éventuellement nécessitée par les procédés utilisés.</p> <p>Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 150 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières. Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 100 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières.</p> <p>6.2 (c) - Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations pouvant dégager des émissions d'odeurs sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux diffus ou canalisés dégageant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des fumées. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, bassin de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage.</p>
<b>Constats :</b> <p>Depuis la reprise, le nouvel exploitant a procédé à un nettoyage des espaces extérieurs (notamment défrichage, entretien des espaces verts et réorganisation des espaces de stockage extérieurs) et intérieurs.</p> <p>À la suite du déplacement des machines « contre-plaqués », il a fait installer des installations de captage de poussières (sous abri) et un silo de stockage extérieur.</p> <p>L'inspection a constaté une présence de poussière au pied du silo.</p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant renforce le nettoyage dans les zones difficiles d'accès et met à jour les procédures correspondantes.

L'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé, une analyse des rejets atmosphériques pour les concentrations en poussières. Dès réception, l'exploitant transmet le rapport d'analyse à l'inspection des installations classées. Le cas échéant, il procède à la mise en conformité des installations.

L'exploitant prend toutes les dispositions pour que les tas d'écorces, copeaux et plaquettes de bois disposés sur les aires extérieures (en attente d'évacuation) ne soient pas à l'origine d'envols de poussières de bois susceptibles de créer des nuisances au voisinage.

L'exploitant prend également toutes les dispositions visant à réduire les sources potentielles d'odeurs et de fumées de manière à limiter la gêne pour le voisinage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Vérifications périodiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1, points 2.7 et 4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques et extincteurs / RIA

**Prescription contrôlée :****2.7. Installations électriques**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.

**4.2. Moyens de lutte contre l'incendie**

Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

a) Pour toutes les installations :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

[...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté les certificats suivants, établis par Bureau Veritas :

- Q18 qui conclut que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion (rapport 266693/1-A-1LR du 16/06/2025, sans observation)
- Q19 (vérification par thermographie infrarouge) rapport 7826505/6/15 du 10/12/2024 qui conclut que l'installation est globalement saine et entretenue, ne comportant aucune anomalie.

L'exploitant a présenté le certificat Q4 établi par la société SIMIE (contrôle des extincteurs et RIA) qui conclut que les équipements sont entretenus et maintenus conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.

Il précise avoir fait installer une détection incendie dans tous les bâtiments et espaces de stockage.

**Type de suites proposées :** Sans suite